

Le Grdr Migration-Citoyenneté-Développement en quelques mots ...

Le Grdr est une association internationale de solidarité qui s'engage depuis 1969 pour la promotion sociale, culturelle et économique des migrants subsahariens en France et de leurs régions d'origine. Le GRDR favorise la participation des migrants aux instances de concertation entre les structures étatiques, les collectivités territoriales, les professionnels et leurs associations sur les problématiques liées à leur insertion et aux actions de développement.

Le projet ICI DD ...

Le programme d'Initiatives citoyennes pour le développement durable (« Ici DD ») est porté par le Grdr et financé par la Région Ile-de France et le CCFD. Il mobilise le Conseil Régional d'Ile de France, la ville d'Aubervilliers, Plaine Commune, la ville de Paris, la Cité des métiers et de l'industrie, l'association 4D.

Le programme a pour objectif de permettre aux habitants en Ile-de-France d'être des acteurs à part entière des processus de décisions concernant l'aménagement et l'amélioration de leur cadre de vie. En les accompagnant à travers des enquêtes des formations, des missions de sensibilisation, des actions de renforcement de compétences, "Ici DD" vise à replacer la question du développement durable au cœur des débats et des projets associatifs.

Dans quel contexte ?

La raréfaction des ressources naturelles, le changement climatique, la perte progressive de la biodiversité, l'accroissement de la population mondiale et la crise profonde du système économique constituent les enjeux majeurs du **défi écologique**. Il est aujourd'hui certain, que les problématiques qu'il induit doivent être traitées selon une approche territoriale intégrée, à différentes échelles et par tous les acteurs concernés.

L'année 2015 est déterminante pour la réussite de la lutte contre le changement climatique.

En décembre se tiendra à Paris la COP 21, qui sera probablement la conférence la plus importante de la décennie sur le climat.

L'importance du développement durable, en France et à l'international, justifie ainsi d'un fort engagement institutionnel, associatif et d'une mobilisation de tout les savoirs. Il apparait donc essentiel de **laisser l'opportunité à tout le public francilien, en particulier les migrants, les jeunes et les femmes, de s'approprier au mieux les enjeux et pratiques de développement durable** afin de leur permettre d'agir sur la qualité de leur environnement et de s'impliquer pour le développement de leurs territoires d'action. Ils constituent également les acteurs clés pour **sensibiliser et informer sur les pratiques et les enjeux de développement durable**, sur les métiers d'avenir et s'investir en matière d'innovation des projets territoriaux. **Le renforcement des compétences du mouvement associatif constitue dès lors une finalité pour le Grdr** à travers l'appui en direction des fédérations et des réseaux inter-associatifs et en direction des dynamiques collectives émergentes.

Enquêtes et enjeux du projet ICI DD

le Grdr a réalisé un diagnostic auprès de la population et des acteurs associatifs afin d'identifier les besoins autour des enjeux du développement durable. La valorisation des projets menés par les migrants constitue en effet une plus-value en termes d'innovation et de mutualisation des expériences et réalisations.

Une enquête a été menée auprès de 42 associations de migrants par le biais d'un questionnaire composé de 28 questions. Celle-ci a permis d'identifier **l'identité des associations** ainsi que leur zones et champs d'intervention; d'analyser **l'inclusion du volet développement durable** dans les projets « ici et là-bas » ; et de réaliser un diagnostic sur leur **degré de connaissances** des enjeux et dispositifs de développement durable sur leur territoire.

Les personnes ciblées :

- Public des territoires visés
- Les associations de migrants
- Les collectivités
- Professionnels du DD

Ce projet est soutenu par :

 **île de France**
Demain s'invente ici



Domaine d'intervention des associations de migrants en France et en Afrique (en unité)

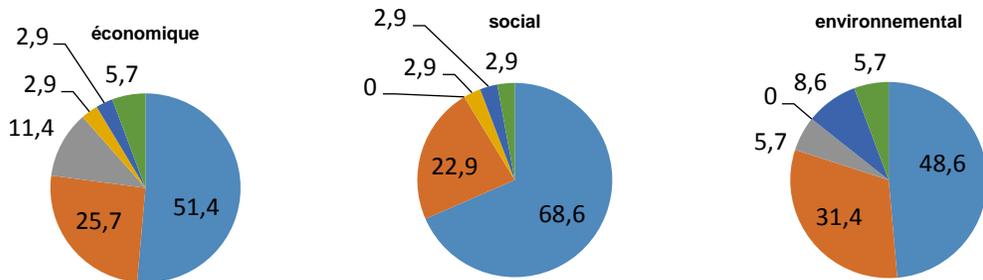
Sur les 42 associations interrogées, en France, 51.2% agissent à Paris et 34.1 en Seine-Saint-Denis. En Afrique, 75.6% des associations agissent au Mali, 26.8% au Sénégal, 14.6% en Mauritanie, 9.8% en Guinée et 9.8% au Maghreb.

• En France, sachant que la plupart des associations interrogées agissent dans plusieurs domaines à la fois, les domaines d'intervention majoritaires des associations sont pour 67.5% l'éducation au développement, 67.5% la solidarité internationale, 37.8 % agissent dans le domaine culturel et 35.1% dans celui de la santé.

• En Afrique, 70% des associations agissent dans le domaine de l'éducation, 55% dans celui de la santé, 52.5% dans le domaine de l'environnement. S'en suit pour 50% des interventions dans le domaine du développement économique et dans le domaine du social et pour 47.5% dans le domaine de l'agriculture (maraichage, élevage)

Intégration des volets économique/environnemental/social du DD dans les projets « ici et là-bas » (en%)

■ Systématiquement ■ De temps en temps ■ Rarement ■ Jamais
 ■ Ne sait pas de quoi il s'agit ■ Mon association n'agit pas dans ce domaine



Si en moyenne près de 50% des associations interrogées intègre les volets économique, environnemental et social du développement durable dans leurs projets, l'étude confirme un besoin d'orienter d'avantage les actions des associations dans une optique de développement durable.

Degrés de connaissances des initiatives nationales et parisiennes sur le développement durable (en unité)

	Initiatives nationales		Initiatives de la ville de Paris				
	Agenda 21	COP 21	Plan géothermie	centrale solaire photovoltaïque	20% bio dans les cantines scolaires	du vert près de chez moi	Site "acteurs du paris durable"
oui	21	27	6	9	13	5	13
non	15	10	31	26	24	32	23

Ces données confirment un besoin de concertation sur les territoires qui permettrait aux associations d'inscrire leurs actions en cohérence avec les dispositifs et projets territoriaux de développement durable.



En partenariat avec le conseil national de la jeunesse malienne



LE POINT SUR ...

La COP21 est la conférence internationale sur le climat qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015 pour un accord universel juridiquement contraignant sur le climat, ayant pour but de maintenir le réchauffement climatique en-dessous de 2 C dans une optique affirmée de solidarité internationale et de transition. Les accords seront ratifiés en 2020.

1ère Table ronde

« Contexte nationaux et internationaux des négociations climat »

Modérateur : **Clemens Zobel** - CEAf

Avec : **Pierre Radanne**, 4D, et conseiller de la Francophonie pour le Changement climatique – Membre du comité de pilotage de la préparation de la COP21

Lionel Larqué Les Petits Debrouillards, et **Aliss**, Coalition Climat – **Racheline Cohen**, Education à l'environnement et au DD en région Ile de France

Quelques chiffres ...

de **Clemens Zobel**, modérateur

La démographie africaine est explosive, en **2050, on prévoit 2.7 milliards d'habitants** sur le continent.

11 Millions de jeunes chaque année arrivent sur le marché du travail.

Le **rendement des céréales baisse de 10%** sous l'effet d'un réchauffement climatique pourtant limité à +2 C.

Le Développement durable est donc une question politique, qui demande une **mobilisation de tous** les savoirs dans lequel les jeunes diplômés demandeurs de mobilité, et les migrants ont un grand rôle.

Les enjeux de la COP 21 ...

avec **Pierre Radanne**, 4D, et conseiller de la Francophonie pour le Changement climatique.

7 ans après l'alerte scientifique à eu lieu la première **convention de Rio** sur l'environnement et le développement en 1992, puis le **protocole de Kyoto** 1997 avec 37 pays engagés. Si il y a quelques années les « pays en développement » renvoyaient la responsabilité aux « pays développés », il a été établi que ces pays étaient également les plus atteints et qu'il fallait s'adapter. En effet, certaines tensions se sont aggravées par les effets liés au changement climatique tel que les questions de l'accès à l'eau, de l'alimentation, et la pauvreté.

Devant ce constat, tous les acteurs doivent être mobilisés, États, acteurs publics, acteurs privés et individus, la question du climat étant indivisible.

LA COP 21, un défi de réussite :

Aboutir à un accord à 195 pays : chaque pays doit donner sa contribution pour la période jusqu'à 2030. Il est donc primordial que tous les pays soient présents

Favoriser un « fond vert » mondial efficace financé à hauteur de 100 milliards d'euros. Les financements vont devoir aller vers les pays les plus pauvres mais cela demande le renfort des États et des coopérations régionales afin que les fonds publics engendrent des investissements optimaux et une nouvelle relance mondiale.

S'investir à travers les programmes d'action nationaux d'adaptation aux changements climatiques (PANA)

Adopter un discours raisonnable comme une « étape » pour aller plus loin, et aboutir à l'objectif des +2 c

Mettre en place une mobilisation positive autour de la COP21, dans les forums et dans les rues

S'interroger sur le cadre juridiquement contraignant et la construction d'un discours globale à portée universelle.

FOCUS EN AFRIQUE ...

En Afrique il s'agit de **formuler un récit pour le futur à partir des ressources locales** tout en profitant des avancées des pays dit « du nord ». Il faudra accompagner les pays qui raisonnent souvent à court terme et prendre conscience des capacités d'action et des opportunités de chaque pays. Il s'agit également de **favoriser l'éducation** en matière de développement durable. Enfin, il faut converger les questions telles que l'habitat, la santé... vers celle du changement climatique et **travailler sur un discours commun**.

Quels projets éducatifs sur les enjeux climat et solidarité ?

Avec **Lionel Larqué**, ALLISS et Coalition Climat 21

Contexte : Notre modèle de développement contemporain date de l'après Seconde guerre mondiale. Il s'agit d'un modèle dit linéaire, où l'on investit d'abord beaucoup d'argent dans la recherche scientifique, en espérant développer des innovations technologiques, qui, par induction susciterait de nouveaux marchés, eux-mêmes générateurs d'un très niveau de consommation. Dans ce modèle, la nature est absente. Mais une conséquence peu visible de ce modèle, qui a légitimé son développement auprès de toutes les forces sociales et syndicales depuis près d'un siècle, est qu'il a permis le développement de l'Etat social. En effet, les cotisations qui permettent de financer l'assurance chômage, l'assurance maladie, les retraites, reposent exclusivement sur le travail et les outils de production (usines, machines etc...). Ce qui signifie une chose très simple : la solidarité entre humains que ce modèle a permis ou des accidentés de la vie a été rendu possible parce que la nature ne « vaut rien » dans ce système et que le coût écologique de ce système de productions de richesse n'intègre aucun contenu écologique. Nous sommes donc face à un défi : peut-on restructurer l'Etat social en intégrant la nature, c'est-à-dire continuer à financer la solidarité entre humains, tout en reconstituant le potentiel écologique du système ? Ce que certains auteurs appellent « le basculement des régulations ».

Mais pour en revenir à la COP 21, si une des conditions de sa réussite réside dans la participation effective des 196 chefs d'Etat et de gouvernement, il faut bien constater que nombreux sont les Etats qui doivent participer aux négociations mais qui n'en ont pas les moyens objectifs. Il est en effet demandé à chacun d'avoir une vision prospective à 20, 30 ou 50 ans, et beaucoup des administrations de pays (africains, mais aussi asiatiques) n'en ont tout simplement pas la force ni les compétences. En ce sens, les échelles de préparation sont plutôt à trouver aux niveaux régionaux.

Comment mobiliser les foules ?

A l'échelle des gens, des familles et des communautés de vie, l'important est qu'il faut savoir raconter et partager une histoire. S'appuyer sur des aventures exemplaires.

Deux exemples :

- En 2000 de jeunes mamans demandent de travailler avec leurs filles, très consommatrices de produits de beauté qui abîment la peau. Face à aux fortes pressions du secteur publicitaire et à l'INSERM qui s'efface, un travail a été réalisé pendant 10 ans avec les mamans et leurs filles afin de travailler sur la qualité des produits, et la provenance des composants. Ces jeunes adolescentes ont fait le lien entre la qualité de ses produits, la façon de les produire, les matières premières nécessaires (plantes etc) et leur mode de vie.

- Il est facile de constater que la plupart des AMAP qui se développent depuis plus de 10 ans en France mettent en lien des quartiers soit aisés (notamment en Ile de France) soit des communautés qui ont des liens avec des paysans. On observe que très peu d'AMAP dans les quartiers où les populations maghrébines et africaines sont largement majoritaires. Il ne s'agit pas là d'ostracisme mais d'un constat évident. Or, depuis très peu d'années (3 ou 4 pas plus), des jeunes issus de familles maliennes ou mauritaniennes se sont aperçus que nombre de leurs pères étaient, dans leur pays d'origine, paysans. Ce fait important n'avait pas été discuté de façon naturelle. Une sorte d'oubli des racines. En se réappropriant ces histoires, des savoirs et des savoir-faire familiaux ont permis le développement de nouveaux liens entre maraîchers franciliens et ces communautés. En d'autres termes, la réappropriation stratégique de tous les savoirs et savoir-faire au sein de communautés permet de prendre conscience du potentiel réel de transformation de la qualité de la vie des habitants.

FOCUS SUR LA REGION ILE DE FRANCE ...

Face à la présence de grandes associations d'ampleur nationale en Ile-de-France et afin de consolider et professionnaliser le tissu associatif francilien, la Région Ile-de-France a mis en place différents dispositifs :

- « **Emplois d'insertion environnement** » (1998) : ce dispositif permet à des personnes très éloignées de l'emploi de travailler sur un chantier lié à l'environnement et de reprendre pied dans la vie sociale et professionnelle. Il est porté par les associations et entreprises d'insertion franciliennes.
- « **Education à l'environnement vers un développement durable** » (2007 complété 2013) : aider à la prise de conscience et à la responsabilisation des franciliens est l'objectif de ce dispositif. Le financement de divers projets portés par les associations, les collectivités ou les établissements publics, couvrent le territoire de l'Ile-de-France et permettent de sensibiliser de plus en plus de monde.
- « **Jardins solidaires en Ile-de-France** » (2011, complété 2012 et 2013) : le financement (en investissement) des jardins solidaires permet de favoriser le lien social dans les quartiers très urbanisés. Les associations ou collectivités qui portent ces projets répondent à un vrai besoin exprimé par les habitants.
- « **Soutien aux structures de l'environnement** » 2013 : afin de soutenir et de professionnaliser les associations franciliennes, la Région Ile-de-France a mis en place différentes mesures visant la formation innovante, le soutien au développement des têtes de réseaux, l'aide à la structuration des nouvelles activités, le soutien aux actions exceptionnelles, le développement du conseil aux structures. L'ensemble de ces dispositifs vise à soutenir la montée en compétence et le professionnalisme des porteurs de projets en Ile-de-France.

2ème Table ronde

« Associations territoriales, métiers d'avenir et Développement durable »

Avec : **Saâdhia Bellahmer**, Commune de Grigny – **Anne Brochot**, responsable maison de la nature Grigny – **Justine Emringer**, Maison de l'emploi, Plaine Commune, 93 – **Chérif Mohamed Haidara**, CAP Afrikasia

Quelques initiatives...

La commune de Grigny avec Mme Bellahmer, Grigny, et Anne Brochot

Un comité des usagers pour l'économie populaire à été crée afin d'apporter une contribution au « Plan Climat nature » de la commune de Grigny, un levier favorisant le bien vivre ensemble et le développement qui favorise l'appropriation du territoire par ses habitants. La commune a pour objectifs de permettre à tous de comprendre les enjeux environnementaux territoriaux, nationaux et internationaux; de promouvoir les initiatives individuelles et collectives; d'utiliser la dimension environnement afin de lutter contre le décrochage scolaire. Elle a également pour but de renforcer l'offre de qualité de loisir; favoriser l'éco-mobilité et les actions de prévention santé; impulser une dynamique locale d'éco-animation et la formation comme levier du bien vivre ensemble

La Maison de l'emploi, Plaine Commune, 93 avec Justine Emringer

Après un constat en 2013 d'un fort développement économique, mais qui ne profitait pas suffisamment aux habitants et aux entreprises installées, un **Club de la construction durable a été mis en place**. Il s'articule autour de différents groupes de travail (groupe RGE pour les TPE / PME, Emploi et formation pour les professionnels de l'emploi et de l'orientation, Clauses environnementales pour les maîtres d'ouvrage), qui ont pour objectif de faciliter la montée en compétences des acteurs du territoire sur les enjeux environnementaux majeurs dans le secteur du BTP : efficacité énergétique, économie circulaire...

L'association CAP Afrikasia avec Chérif Mohamed Haidara

Afrikasia est une association, créée en Octobre 2011, qui a pour but de promouvoir et développer les relations économiques, sociales et culturelles entre l'Afrique et l'Asie. Elle a travaillé notamment sur les énergies renouvelables comme moyen de développement. Elle offre également un service de consulting. Pour exemple, Afrikasia soutien un projet de **Fourniture de lampes solaires aux villages isolés d'Afrique et d'Asie** à l'image du projet de Schneider Electric qui a développé une lampe portable solaire dont l'objectif est de permettre aux populations privées d'accès à l'électricité ou d'un réseau électrique de bénéficier d'une solution d'éclairage propre, sécurisée et durable.

3ème Table ronde

« Retours d'expériences et actions associatives »

Modérateur : **Lamine Camara** GRDR

Avec : **Marie Chéron**, Association 4D, Our life 21 - **Abdoulaye Sidibe**, Fédération des associations de la commune de Diallan, Mali - **Moussa Drame**, du RAME- **Mahfou Diouf**, Aide et Action

Les projets du Grdr

avec Lamine Camara, Grdr

En lien avec les objectifs du développement durable (ODD), le Grdr à mis en place divers projets liés à l'environnement : initiatives citoyennes pour le développement durable (ICI DD) mené en Ile-de-France avec le soutien du conseil régional et en partenariat avec l'ONG Aide et Action, le projet SOLIDE qui a pour objet d'accompagner les acteurs éducatifs issus de territoires d'intervention différents dans le développement de nouvelles approches d'éducation à la citoyenneté

et à la solidarité internationale (ECSI), et enfin l'expérimentation d'une série de **formations** en direction de responsables associatifs migrants sur l'outil Ourlife21 en partenariat avec l'association 4D

Le projet Our life 21

avec Marie Chéron, association 4D.

Our Life 21 est un **projet international** qui soutient la mise en place d'**animations de sensibilisation** et d'**ateliers prospectifs** à destination de tous les publics, **visant à alimenter la vision de ce que serait une vie réussie en 2050**. Il permet de comprendre les défis énergétiques et climatiques et de percevoir ses marges de manœuvre grâce au vécu et aux expériences de chacun. La question du changement climatique est abordée en partant des préoccupations concrètes de la population puis liées vers des questions plus collectives, et enfin vers les politiques publiques.

Le projet Ourlife 21 vise à :

- **Sensibiliser** aux enjeux des changements climatiques, pour la planète jusqu'à la personne
- **Imaginer** des vies réussies pour 2030 et 2050 (sans grands changement technologique majeur d'ici 2030) selon différents profils afin de représenter la diversité des modes de vie, existants et possibles dans le cadre de sociétés "durables". Chaque territoire peut afficher des résultats très différents. Il s'agit d'agir en faveur de la réduction de la pauvreté sur une trajectoire sobre en carbone.
- **Débattre** pour confronter les aspirations individuelles et collectives
- **Présenter et partager ce projet dans la COP21** et au delà.



Les initiatives de la Fédération des associations de la commune de Diallan, Mali

avec *Abdoulaye Sidibe*

La FACD a une volonté d'impliquer la ville et ses habitants dans divers projets :
Implantation de jardins sur les toits de Diallan et fabrication de « smoothies » par des femmes, avec les végétaux cultivés puis vendus localement, nettoyage de terrains vagues, nettoyage d'un collège par de jeunes élèves subventionné par la mairie afin de réaliser un voyage éco-touristique.

Les actions du Réseau des associations Mauritanienne (RAME) en Europe

avec *Moussa Drame*

Action de sensibilisations sur le développement durable auprès des associations partenaires et des jeunes et participations aux actions de CUF, le FORIM ou le GRDR. Action de communication et de partage pour tendre vers une solidarité afin que chacun soit acteur de changement. Dans cette optique, les migrants sont ambassadeurs envers leur pays d'origine

Le point de vue de l'association Aide et Action

avec *Mahfou Diouf*

Il faut prendre en compte les changements structurels des sociétés, et converger vers un processus d'éducation commune en reliant les niveaux locaux au niveau planétaire grâce à la formation de communautés d'apprentissage et à l'utilisation du numérique comme outil de savoir.

Le conseil national de la jeunesse malienne de France

avec *Mahamet Traoré*

Le CNJMF est un cadre de concertation, d'orientation, d'accompagnement, et de coordination des actions de la jeunesse Malienne et d'origine malienne. C'est un réseau constitué de 47 associations de jeunes d'origine malienne.

Les problématiques de l'environnement et le changement climatique constituent des enjeux de grandes importances, en cela le CNJMF s'est associé avec le GRDR afin de s'outiller et sensibiliser ses membres sur ces enjeux.

Pour aller plus loin ...

Des sites web à visiter ...

La COP 21 : www.cop21.gouv.fr

Coalition 21 : www.coalitionclimat21.org

Commune de Grigny : <http://www.grigny91.fr>

La Maison de l'emploi, Plaine Commune, 93 : <http://maisonemploi-plainecommune.fr>

Mairie de Paris : <http://www.paris.fr/>

Des associations à contacter ...

Our life 21 : <http://www.association4d.org/our-life-21>

4 D : www.association4d.org tél : 01 44 93 00 70

Les petits débrouillards : www.lespetitsdebrouillards-idf.org tél: 01 40 05 75 57

EEDD : www.developpement-durable.gouv.fr

RAME: www.le-rame.org tél: 06 19 27 104

CAP Afrikasia : <http://www.capafrikasia.com>

Aide et Action : www.aide-et-action.org contact : <http://www.france.aide-et-action.org/contact/>

Conseil national de la jeunesse malienne section France : mahamette@gmail.com tél:06 13 32 45 17

Grdr : www.grdr.org tél : 01 48 57 59 75

CCFD terre Solidaire : <http://ccfd-terresolidaire.org>